

Extrait du Fédération des Organismes Sociaux CGT

<http://archive.orgasociaux.cgt.fr/spip.php?article1105>

# **APPEL des 300 - PETITION en LIGNE**

- Fédération - Dossiers / Campagnes - Reconquête de la Protection sociale -

Date de mise en ligne : mercredi 1er août 2012

---

**Fédération des Organismes Sociaux CGT**

---

## **pétition en ligne**

Appel de 300 syndicalistes

300 syndicalistes CGT ont décidé de s'exprimer ensemble pour s'opposer au démantèlement orchestré de la Sécurité sociale.

Ils font cette démarche en tant que femmes et hommes engagés quotidiennement pour la défense des droits des salariés, étudiants, retraités, privés d'emploi et précaires. Ils se battent au quotidien pour un monde plus juste et plus solidaire.

Depuis sa création, par le Conseil National de la Résistance, en 1945, la Sécurité sociale, pilier de la Protection sociale, subit les attaques incessantes des chantres du libéralisme qui n'ont de cesse de s'attaquer à cette grande conquête du monde du travail.

Avec la complicité des gouvernements successifs, le patronat transfère sa responsabilité du financement de la Sécurité sociale sur les malades, allocataires, salariés, retraités, précaires, chômeur, au prétexte de sauver l'emploi.

Au nom de cette sauvegarde de l'emploi il faut, selon les patrons, réduire impérativement le coût du travail.

Ainsi depuis des années, les exonérations des cotisations patronales se sont multipliées encourageant au passage les politiques de bas salaire et d'absence d'emplois qualifiés. Ces mesures, additionnées à la forte progression du chômage, ont favorisé l'assèchement des ressources de la Sécurité sociale.

L'unique objectif du patronat et des spéculateurs : s'acharner à détruire les cotisations sociales assises sur les salaires pour les transférer vers l'impôt et ainsi, remettre en question le système solidaire au profit des assurances privées.

L'instauration de la TVA sociale va dans ce sens. C'est une attaque sans précédent sur le financement de la Sécurité sociale. Véritable hold-up sur les cotisations sociales, elle transfère les ressources de la Sécurité sociale sur les ménages, à travers l'impôt le plus injuste qui soit. La volonté de fusionner la CSG avec l'impôt sur le revenu, est dans cette même philosophie.

Ces dernières décennies les mauvais coups se sont multipliés : déremboursements, forfaits et franchises médicales, dépassements d'honoraires...

Ces offensives, ont pour but de livrer des pans entiers de la Protection sociale aux assurances privées et au système financier avec notamment, de graves conséquences pour les malades qui n'ont pas les moyens de se soigner.

Cette casse s'organise aussi de l'intérieur de la Sécurité sociale par une réduction drastique des coûts de gestion.

Ainsi, les Conventions d'Objectifs et de Gestion, instaurées par le plan Juppé en 1996, mènent dans l'institution à

des politiques d'emploi dogmatiques et dangereuses. L'application de la Révision Générale des Politiques Publiques impose aussi des réductions d'effectifs.

Si nous laissons faire, cette saignée va s'amplifier. Alors que plus de 10 000 emplois ont déjà été supprimés ces dix dernières années dans la Sécurité sociale, la cour des comptes préconise d'en supprimer 15 000 supplémentaires d'ici 4 ans.

D'années en années, les économies budgétaires deviennent « la règle d'or ». Les réorganisations s'accroissent : départementalisation, mutualisations, fusions, régionalisation, externalisations de missions...et remettent en cause la proximité des usagers.

Les fermetures de centres, d'accueils, et les suppressions massives d'emplois, accentuent la dégradation des conditions de travail et nuisent à la qualité du service rendu au public.

Dans ces conditions, le personnel de la Sécurité sociale, subit une pression importante avec une surcharge quotidienne de travail, un débordement des accueils et ne peut pas rendre un service public de qualité.

La maladie, la famille, la vieillesse, le recouvrement, les maladies professionnelles et accidents du travail, les services sociaux et médicaux, aucun secteur de la Sécu n'est épargné !

Assurés sociaux et allocataires plus que jamais,

l'heure est à la mobilisation pour la reconquête de la Sécurité sociale !

L'inaction conduirait à mettre la Sécurité sociale en grave danger. L'institution n'est plus en capacité d'assumer correctement l'intégralité de ses services. Les plus pauvres, les plus précaires sont particulièrement touchés.

Par leur appel, les 300 syndicalistes CGT invitent au sursaut républicain de la population, pour tous ensemble défendre et moderniser la Sécurité sociale.

Les 300 syndicalistes appellent l'ensemble des salariés de la Sécurité sociale à se mobiliser pour faire obstacle aux politiques du gouvernement et du patronat, pour exiger une Sécurité sociale basée sur les fondements bâtis par le Conseil National de la Résistance en 1945, chacun paye selon ses moyens et reçoit selon de ses besoins.

L'être humain n'est pas une marchandise !

Tous ensemble, imposons une Sécurité sociale au service de la population et qui réponde aux besoins du 21ème siècle.